

## FEMMES REFUGIEES

### I. INTRODUCTION

1. Au cours des dix dernières années, le HCR et ses partenaires ont fait des efforts concertés pour répondre aux problèmes de protection des femmes réfugiées (âgées de plus de 18 ans) et représentant 51%<sup>1</sup> des personnes relevant de la compétence du HCR. Toutefois les femmes réfugiées continuent d'être anormalement touchées par la violence et les sévices physiques et sexuels, n'ont pas un accès égal aux procédures d'asile et à l'assistance humanitaire et il arrive souvent qu'elles ne reçoivent pas de papiers d'identité personnels. Les lois<sup>2</sup>, les normes et les politiques internationales sur cette question abondent : le problème est qu'elles sont inadéquatement appliquées.

2. Ce document analyse les cinq préoccupations les plus marquantes et parfois interdépendantes concernant les femmes réfugiées aujourd'hui : la sûreté et la sécurité ; l'égalité d'accès à l'assistance humanitaire ; l'enregistrement et l'établissement de papiers ; l'application des lois et procédures en tenant compte de l'appartenance sexuelle et la traite des femmes et des jeunes filles. Après avoir brièvement abordé les problèmes et leurs causes sous-jacentes, le document propose des recommandations concrètes d'action. Ces recommandations s'inspirent du droit international des droits de l'homme, des Conclusions du Comité exécutif, des lignes directrices et politiques et émanent d'une série de réunions organisées ces deux dernières années tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'instance des Consultations mondiales<sup>3</sup>. Afin de faciliter le débat et le suivi, l'action fondamentale proposée au titre de ces cinq rubriques est présentée dans ce document sous forme de cadre.

3. A la base de ces recommandations, on trouve le principe selon lequel les femmes réfugiées doivent être en mesure de participer sur un pied d'égalité aux organes et processus décisionnels qui touchent à leur vie, depuis les comités de camps à la résolution des conflits<sup>4</sup>. Dans la mesure où la participation des femmes à un niveau décisionnel peut être rare dans certains systèmes sociaux, il est important de veiller à ce que les hommes participent à toutes les tentatives faites pour parvenir à la parité. L'intégration de la parité dans les projets et les programmes est indispensable si l'on entend que les activités bénéficient à la fois aux femmes et aux hommes. De toute évidence, la protection des femmes réfugiées requiert une approche à deux volets : l'intégration de la parité et le ciblage de l'action.

### II. SÛRETE ET SECURITE

4. Le déplacement magnifie les problèmes sociaux en général et la violence contre les femmes en particulier. L'effondrement des structures et des normes sociales et culturelles, la séparation et la perte de membres de la famille et des réseaux traditionnels d'appui ainsi que l'impossibilité de poursuivre en justice les auteurs de violences portent atteinte à la sécurité et à la sûreté des femmes réfugiées. Compte tenu de leur âge, les jeunes filles courent un risque encore plus grand de sévices et doivent être

---

<sup>1</sup> Sur la base des statistiques disponibles au 19 juillet 2001. Voir *Women, children, and other refugees: the sex and age distribution of refugee populations with a special emphasis of UNHCR policy priorities*, UNHCR, Geneva, 2001.

<sup>2</sup> Le droit international des droits de l'homme prescrit la non discrimination comme principe fondamental. Voir en particulier la Convention de 1979 sur l'Élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes.

<sup>3</sup> Voir le dernier *Aperçu des faits nouveaux concernant la protection des femmes et des enfants réfugiés* sur le site du HCR [www.unhcr.org](http://www.unhcr.org), au titre des Consultations mondiales.

<sup>4</sup> Voir la Résolution 1325 du Conseil de sécurité (2000), par. 2 du 31 octobre 2000, demandant une augmentation de participation des femmes au niveau décisionnel dans les processus de résolution des conflits et de maintien de la paix.

prises en considération dans tous les projets et programmes encourageant la parité et dans les dispositifs mis au point pour protéger les enfants<sup>5</sup>.

5. Bien que les femmes et les hommes réfugiés puissent faire face aux mêmes types de violences, les femmes sont souvent victimes de formes spécifiques de sévices liés à l'appartenance sexuelle tels que viol, enlèvement ou offres de document de protection ou d'assistance en échange de faveurs sexuelles. L'aménagement inadéquat des camps comme par exemple l'absence d'éclairage ou la proximité des réserves en combustibles peuvent rendre dangereuses des activités telles que la lessive et le ramassage du bois de chauffage pour les femmes.

6. Des lignes directrices détaillées sur la protection des femmes réfugiées existent<sup>6</sup> mais jusqu'à ce qu'elles soient appliquées de façon systématique, les femmes réfugiées resteront sous la menace de violences et de sévices. Certains programmes conçus pour lutter contre la violence liée à l'appartenance sexuelle sont mis en oeuvre sans observer le principe de confidentialité où sont engagés tous les secteurs concernés (droit, santé, sécurité, service communautaire et programme) au sein d'une réponse coordonnée. Les auteurs de violences sexuelles contre les femmes réfugiées agissent souvent en toute impunité dans la mesure où les femmes réfugiées n'ont pas accès au système juridique dans les pays hôtes, où la police n'est ni directement ni indirectement impliquée, où les violations des droits de l'homme sont justifiées au nom de la culture, de la religion ou de la tradition. La sécurité des femmes doit être considérée comme faisant partie intégrante de la sécurité de l'ensemble de la société dans la mesure où les femmes réfugiées sont souvent responsables des personnes âgées, des personnes handicapées et des enfants<sup>7</sup>.

- |       |  |
|-------|--|
| 7.    | Pour répondre aux questions relatives à la sûreté et à la sécurité, les recommandations suivantes sont émises :  |
| (i)   | Les Etats, le HCR et les autres acteurs concernés doivent veiller à ce que des mécanismes de prévention et de réponse à la violence liée à l'appartenance sexuelle fassent partie intégrante de tous les programmes dans tous les contextes de réfugiés sur la base d'une approche multisectorielle et de coordination avec les secteurs pertinents, y compris concernant l'aménagement et la situation des camps, les services communautaires, les services de santé ou sociaux, la distribution des articles alimentaires et non-alimentaires, le micro-crédit et d'autres projets d'autonomie, les programmes d'intégration sur place/de rapatriement librement consenti et l'accès aux possibilités de réinstallation. |
| (ii)  | Le HCR doit superviser et évaluer les mécanismes de prévention et de réponse à la violence liée à l'appartenance sexuelle, en appliquant une méthodologie soucieuse de l'appartenance sexuelle.  |
| (iii) | La Conférence interinstitutions sur les leçons tirées en matière de prévention et de réponse à la violence liée à l'appartenance sexuelle dans les situations de réfugiés qui s'est tenue à Genève du 27 au 29 mars 2001, ainsi que le Dialogue avec les femmes réfugiées organisé à Genève du 20 au 22 juin 2001 par le HCR et la Commission pour les femmes et les enfants réfugiés ont insufflé un élan pour une action de suivi, y compris des recommandations notamment :   |
|       | <ul style="list-style-type: none"><li>• le respect par tous les acteurs des <i>Lignes directrices du HCR pour la protection des femmes réfugiées</i> (Genève, 1991), <i>La violence sexuelle du HCR contre les réfugiés : Principes directeurs en matière de prévention et de réponse</i> (Genève, 1995) et <i>l'Engagement du Haut Commissaire pour les femmes réfugiées</i> (12 décembre 2001) ;</li><li>• l'actualisation par le HCR de ses principes directeurs ;</li></ul>  |

<sup>5</sup> Voir *Les enfants réfugiés* (EC/GC/02/9).

<sup>6</sup> *Lignes directrices sur la protection des femmes réfugiées* (HCR, Genève, 1991) et *Violence sexuelle contre les réfugiés: Principes directeurs en matière de prévention et de réponse* (Genève, 1995).

<sup>7</sup> Voir la synthèse du Rapport du Séminaire d'experts internationaux *L'amélioration de la sécurité des femmes réfugiées et déplacées*, 24-25 janvier 2002, Oslo, Norvège, organisé par le Ministre norvégien des Affaires étrangères, l'Institut norvégien des affaires internationales, l'Institut international de recherche pour la paix et le Conseil norvégien des réfugiés.

- la formation en matière d'instruments des droits de l'homme et de protection des réfugiés ainsi que l'intégration des techniques de parité par les Etats et le HCR ;
  - l'identification des femmes et des jeunes filles réfugiées ayant des besoins spécifiques de protection par le HCR et les Etats, un suivi approprié et une adaptation des programmes et des réponses pour satisfaire leurs besoins en sensibilisant et formant les femmes responsables des réfugiés, en encourageant leur accès aux services gouvernementaux appropriés et au HCR en toute confiance, ainsi qu'un suivi régulier en matière de protection.
- (iv) L'Etat et le HCR doivent établir ou renforcer des mécanismes judiciaires pour les victimes de la violence liée à l'appartenance sexuelle en tenant compte des principes de confidentialité et en assurant un suivi immédiat et à long terme tels que l'aiguillage vers les services médicaux, la police, les services d'orientation sociale et l'examen de solutions durables telles que la réinstallation.
- (v) Les Etats d'appliquer *Les principes directeurs révisés du HCR sur les normes applicables relatives à la détention des demandeurs d'asile* (26 février 1999) en veillant tout particulièrement à ce que les femmes ne se trouvent jamais dans une situation de proximité dangereuse avec des femmes avec lesquelles elles n'ont pas de liens.
- (vi) Pour mettre fin à l'impunité, il convient d'allouer des ressources suffisantes pour remédier aux lacunes dans le droit national et dans les mécanismes d'application (tels que la police et l'appareil judiciaire), ce qui requiert dans la plupart des cas une approche interinstitutionnelle impliquant le HCR, ses partenaires d'exécution et d'autres organisations internationales et non gouvernementales travaillant dans ces domaines. Pour sa part, le HCR doit élaborer un code de conduite en tant qu'instrument de prévention à l'intention de son personnel ainsi qu'à celui de ses partenaires d'exécution. Les Etats et le HCR doivent fournir l'information nécessaire aux femmes et aux jeunes filles réfugiées pour leur permettre de revendiquer leurs droits dans le pays hôte et de bénéficier d'un accès sans entrave à la police et auprès des autres autorités.

### III. EGALITE D'ACCES A L'ASSISTANCE HUMANITAIRE ET AUX SERVICES ESSENTIELS

8. Comme l'histoire récente vient de nous le révéler en Afrique de l'Ouest, l'inégalité de l'accès à l'assistance humanitaire peut avoir de graves conséquences pour les femmes et les jeunes filles : elles peuvent, de ce fait, être exposées à l'exploitation de la part de ceux qui sont responsables de veiller sur elles. En outre, des obstacles liés à l'appartenance sexuelle excluent les femmes de la pleine participation à la vie sociale. Dans la plupart des cas, ces obstacles existent en raison de l'incapacité à intégrer les paramètres d'appartenance sexuelle dans les programmes de réfugiés. Parfois, ces obstacles sont créés à dessein par des fonctionnaires, des gardes du camps, des maris, pour entraver ou empêcher les femmes de faire valoir leurs intérêts.

9. Les femmes doivent être en mesure de participer pleinement au processus décisionnel et aux structures de direction dans les camps de réfugiés aux points de distribution des articles alimentaires et non alimentaires, dans le cadre des programmes d'autonomie et de l'emploi rémunéré. C'est à la fois un droit pour les femmes et un moyen de s'assurer que les décisions seront également bénéfiques pour elles. En outre, leur participation contribue à fournir une protection aux enfants, aux réfugiés handicapés et aux personnes âgées dans la mesure où les femmes prennent généralement en charge ces membres de la société. Au même titre, la fourniture aux femmes réfugiées d'un accès direct à l'assistance humanitaire réduit le risque d'exploitation<sup>8</sup>.

10. Tout programme, tant dans les environnements urbains que dans les camps, doit être analysé, conçu et mis en oeuvre en fonction de son impact potentiel sur les hommes et les femmes réfugiés. L'exécution de projets ciblés sur les femmes réfugiées peut permettre de remédier aux pratiques discriminatoires ou au traitement inégalitaire. Un processus d'intégration de la parité requiert également que des initiatives et des activités soient également accessibles aux femmes et aux hommes.

11. Afin de veiller à l'égalité d'accès à l'assistance humanitaire, les recommandations suivantes sont émises :
- (i) Les Etats, le HCR et les autres acteurs concernés doivent veiller à ce que les femmes participent sur un pied d'égalité au processus décisionnel dans tous les secteurs de la vie du camp ainsi que dans la mise en oeuvre de ces décisions ; des approches tenant compte de l'appartenance sexuelle et orientées sur la protection doivent être mises en oeuvre à tous les stades de la conception, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation du programme.
  - (ii) Les Etats et le HCR doivent autoriser et encourager les femmes réfugiées à faire usage de leurs aptitudes et de leurs compétences sachant que des femmes ayant la capacité de prendre en main leur destin sont mieux à même de contribuer à leur propre protection ainsi qu'à celle de leur communauté<sup>9</sup>.
  - (iii) Tous les acteurs doivent mettre en oeuvre les *Lignes directrices du HCR concernant la protection des femmes réfugiées* (Genève, 1991) ainsi que les *Engagements du Haut Commissaire pour les femmes réfugiées*, notamment :
    - la participation égale des femmes réfugiées dans la distribution des vivres et des autres ressources afin de garantir l'accès et d'exercer une supervision scrupuleuse ;
    - l'égalité d'accès des femmes réfugiées à la formation professionnelle, aux programmes d'acquisition de compétences, aux activités génératrices de revenus et à l'emploi rémunéré<sup>10</sup>.
    - l'égalité d'accès des jeunes filles réfugiées aux programmes d'enseignement primaire, secondaire et professionnel, aux bourses et aux subventions<sup>11</sup>.
    - Le recrutement de personnel féminin dans les différents services, particulièrement dans les secteurs de la santé, de la protection et des services sociaux.

#### IV. ENREGISTREMENT ET ETABLISSEMENT DE PAPIERS

12. L'accès à l'assistance et aux services et la jouissance des droits fondamentaux, y compris la liberté de mouvement et le regroupement familial<sup>12</sup>, dépendent souvent d'une preuve d'identité. Les femmes réfugiées qui ne disposent pas des papiers adéquats attestant leur enregistrement et leur identité, y compris les cartes d'identité, les certificats de mariage, les jugements de divorce, les certificats de naissance pour leurs enfants se sont souvent vu refuser leur liberté de mouvement et d'accès aux services essentiels. Les femmes réfugiées n'ont pas pu se prévaloir ou hériter de leurs biens à leur retour, demander un appui pour leurs enfants de la part de maris ou de partenaires éloignés ou ont été arrêtées et détenues par la police dans la mesure où elles n'avaient pas les documents adéquats<sup>13</sup>. L'enregistrement des femmes réfugiées et l'établissement de papiers d'identité sont considérés depuis

<sup>8</sup> ....NDT : note de bas de page supprimée.

<sup>9</sup> Le HCR et la Commission des femmes pour les femmes et les enfants réfugiés: Respecter nos droits: Partenariat pour l'égalité – Dialogue avec les femmes réfugiées, réunion à Genève, 20-22 juin 2001 ("Rapport sur le dialogue avec les femmes réfugiées").

<sup>10</sup> Voir également les Articles 10 et 11 de la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes.

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> L'unité et la réunion familiale ont été le thème majeur d'une table ronde d'expert dans le cadre de la Deuxième plate-forme des Consultations mondiales sur la protection internationale, Genève, 8-9 novembre 2001. Voir l'Aperçu des conclusions – L'Unité familiale sur le site [www.unhcr.org](http://www.unhcr.org), Consultations mondiales, Deuxième plate-forme.

<sup>13</sup> Voir l'Article 27 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés; *Lignes directrices du HCR sur la protection des femmes réfugiées* (Genève, 1991); *Conclusions No. 64 (XLI) du Comité exécutif* de 1993, (a); No. 73 (XLIV) de 1993, (c); No. 91 (LII) de 2001. Voir également *Accueil des demandeurs d'asile*, y compris les normes de traitement dans le contexte des différents systèmes d'asile (EC/GC/01/17), troisième réunion des Consultations mondiales sur la protection internationale, septembre 2001.

longtemps comme des droits et pourtant les cartes d'enregistrement de réfugiés et les autres documents essentiels ne sont souvent établis qu'aux époux et aux parents de sexe masculin<sup>14</sup>. Des processus d'enregistrement sensibles à l'appartenance sexuelle sont tout aussi importants dans le contexte du rapatriement librement consenti.

- |       |  |
|-------|--|
| 13.   | Afin d'assurer l'accès à l'assistance et aux services et de sauvegarder l'exercice des droits fondamentaux, les recommandations suivantes sont émises :  |
| (i)   | Application de la Conclusion No. 91 (LII) du Comité exécutif de 2001 :   |
| •     | tous les réfugiés, femmes et hommes, doivent être enregistrés de façon individuelle et reçoivent des papiers personnels afin d'améliorer leur sécurité et leur liberté de mouvement ainsi que l'accès aux services essentiels ;  |
| •     | l'enregistrement doit être effectué de façon impartiale, sans menaces, et manoeuvres d'intimidation et dans le plein respect de la sûreté et de la dignité des réfugiés.   |
| (ii)  | Les Etats doivent enregistrer les naissances, les décès, les mariages et les divorces des réfugiés et fournir des certificats de scolarité à titre gratuit.  |
| (iii) | Le personnel chargé de l'enregistrement des populations des camps où des candidats au rapatriement librement consenti doit être adéquatement formé, y compris concernant les techniques d'interview respectueuses de l'appartenance sexuelle et il convient de recruter un nombre égal de femmes parmi les fonctionnaires, les personnes chargées des interviews et les interprètes.                                       |
| (iv)  | La participation des femmes réfugiées à toutes les séances d'information sur le pré-enregistrement ou le rapatriement librement consenti doit être garantie et les responsables des femmes doivent être recrutés pour superviser les processus d'enregistrement, en particulier concernant l'accès aux points d'enregistrement et pour servir d'agents centralisateurs pour les préoccupations connexes des autres femmes. |
| (v)   | Le processus d'enregistrement doit être utilisé en tant que mécanisme initial pour identifier les femmes ayant des préoccupations spécifiques en matière de protection et pour assurer le suivi adéquat.   |
| (vi)  | Dans le cadre de certaines opérations il convient d'accorder aux hommes et aux femmes âgés de plus de 18 ans le droit de signer le Formulaire de rapatriement librement consenti.  |

## V. APPLICATION DES LOIS ET PROCEDURES EN MATIERE DE REFUGIES TENANT COMPTE DE L'APPARTENANCE SEXUELLE

14. Au cours des dix ans écoulés, la compréhension de la façon dont les questions de l'appartenance sexuelle peuvent être interprétées dans le droit des réfugiés a avancé tant au plan théorique qu'au plan pratique. La définition du réfugié permet tout un éventail de demandes d'asile valables fondées sur l'appartenance sexuelle y compris la crainte de mutilation génitale féminine, plusieurs formes de violence domestique et la crainte de représailles de la part de réseaux de trafic dans le cas de femmes victimes de la traite dans leur pays d'origine. En outre, la plupart des pays reconnaissent les auteurs de persécution autres que des représentants de l'Etat y compris les maris ou partenaires qui violent les droits des femmes lorsque l'Etat ne peut ou ne veut les protéger de la persécution.

15. Un nombre croissant d'Etats affirment aujourd'hui que les femmes demandeurs d'asile reçoivent des conseils et une information concernant le processus d'asile sous une forme qu'elles peuvent comprendre. Les femmes sont incitées à déposer des demandes d'asile indépendantes et confidentielles sans la présence de membres de leurs familles de sexe masculin. Le nombre de femmes ayant reçu une formation en matière d'interview, d'interprétation et de prise de décisions s'est accru dans de nombreux

---

<sup>14</sup> Voir Dialogue avec les femmes réfugiées, note 8 ci-dessus.

systèmes d'asile. Sans ces garanties minimales, les demandes de statut de réfugié déposées par les femmes ne seraient souvent pas entendues.<sup>15</sup>

16. Néanmoins beaucoup peut encore être fait pour protéger les femmes demandeurs d'asile. Compte tenu de l'absence d'approches et d'interprétations harmonisées, un demandeur d'asile peut se voir refuser le statut de réfugié dans une instance mais l'obtenir auprès d'une autre. Sans une information concernant la persécution liée à l'appartenance sexuelle dans le pays d'origine d'une femme, il est impossible de procéder à une évaluation fiable de la demande d'asile aux fins de statut de réfugié. Si des progrès ont été enregistrés dans le domaine de la persécution liée à l'appartenance sexuelle en général, il y a encore beaucoup d'Etats qui n'ont pas adopté d'interprétation du droit des réfugiés soucieuse de l'appartenance sexuelle ou qui n'ont pas pris les précautions de procédures nécessaires pour veiller à ce que les demandes des femmes soient entendues.

17. Pour appliquer de façon adéquate le droit et les procédures du droit des réfugiés d'une façon qui tienne compte de l'appartenance sexuelle, les recommandations suivantes sont émises :
- (i) Les Etats qui ne l'ont pas encore fait doivent veiller à l'application soucieuse de l'appartenance sexuelle, des lois et procédures du droit des réfugiés conformément aux *Lignes directrices du HCR sur la protection internationale : Persécution liée à l'appartenance sexuelle dans le contexte de l'Article 1A(2) de la Convention de 1951 et/ou son Protocole relatif au Statut des réfugiés* (HCR/GIP/2002/01 ; Genève, avril 2002). Le HCR doit fournir des conseils et un appui si nécessaire. A cet égard :
- les femmes réfugiées doivent recevoir des conseils juridiques, avoir accès au processus de détermination du statut de réfugié et doivent recevoir une information sur le processus d'une façon et dans une langue qu'elles comprennent ;
  - les femmes qui demandent l'asile doivent être interviewées séparément en l'absence de membres de leurs familles de sexe masculin afin qu'elles aient une chance de présenter leur cas sachant qu'elles peuvent avoir une demande valable qui leur est propre ;
  - les demandeurs doivent être informés du choix qu'ils ont d'être interviewés et interprétés par les personnes de leur sexe<sup>16</sup>. Dans le cas de femmes qui déposent une demande d'asile, cette demande doit être agréée. Les fonctionnaires de l'immigration et les décideurs doivent être formés aux techniques d'interview et d'interprétation de la définition du réfugié soucieuses de l'appartenance sexuelle ; les autres fonctionnaires compétents aux côtés des réfugiés doivent également recevoir une formation tenant compte de l'appartenance sexuelle ;
  - Les Etats, le HCR et les autres acteurs doivent inclure une information dans les rapports des pays d'origine sur la situation générale des femmes et, en particulier, sur la persécution liée à l'appartenance sexuelle.

## VI. TRAITE DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES

18. Les réseaux de traite sont légion dans les conflits armés et autres situations d'insécurité ou de chaos et les femmes et les jeunes filles réfugiées sont particulièrement exposées dans ces cas. Séparées de leur famille, sans accès à l'intégration sur place ou aux possibilités d'autonomie dans leur communauté hôte, les femmes et les jeunes filles réfugiées peuvent accepter des emplois très mal rémunérés et se voir forcées à la prostitution et à l'esclavage sexuel.

19. Certaines femmes victimes de la traite peuvent ne pas être en mesure de demander le statut de réfugié aux termes de la Convention de 1951<sup>17</sup>. Le recrutement forcé ou frauduleux de femmes ou de

<sup>15</sup> Voir également les *Processus d'asile (Procédures d'asile justes et efficaces)* (EC/GC/01/02), section VII, (n) par. 2, deuxième réunion des Consultations mondiales sur la protection internationale, juin 2001.

<sup>16</sup> Voir également la Conclusion No. 64 du Comité exécutif, Les femmes réfugiées et la protection internationale, 1990, (a) (iii).

<sup>17</sup> Voir les Lignes directrices du HCR sur la protection internationale: Persécution liée à l'appartenance sexuelle dans le contexte de l'Article 1A(2) de la Convention de 1951 et/ou de son Protocole de 1967 relatif au Statut des réfugiés (HCR/GIP/2002/01; Genève, avril 2002).

mineures aux fins de la prostitution forcée ou de l'exploitation sexuelle est une forme de violence liée à l'appartenance sexuelle qui peut même conduire à la mort. C'est certainement une forme de torture et de traitement cruel dégradant ou inhumain imposant de sérieuses restrictions à la liberté de mouvement des femmes. Dans certains cas, la traite peut donc constituer le motif d'une demande de statut de réfugié lorsque l'Etat n'a pas pu ou voulu fournir une protection contre cette violence ou des menaces de violence. Il est crucial pour la protection des femmes que les Etats assurent que les femmes et les jeunes filles victimes de la traite et qui souhaitent demander asile aient également accès aux procédures d'asile.

20. Pour veiller à ce que la traite des femmes et des jeunes filles soient reconnue comme une question éventuelle dans le contexte des réfugiés, les recommandations suivantes sont émises :
- (i) Les femmes et les jeunes filles victimes de la traite et cherchant asile doivent avoir accès aux procédures d'asile ;
  - (ii) Le HCR doit examiner dans quelles circonstances la définition du réfugié s'applique aux personnes victimes de la traite ;
  - (iii) Le HCR, dans son rôle de coprésident pour 2002 du Groupe de contact des organisations intergouvernementales sur le trafic et la traite de personnes, établi par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, doit veiller à ce que les préoccupations des femmes et des jeunes filles réfugiées soient prises en considération.

## VII. CONCLUSION

21. Les Etats le HCR et les autres acteurs compétents doivent s'assurer que toutes les politiques et tous les programmes aient une dimension relative à l'appartenance sexuelle pour veiller à ce que les femmes et les hommes bénéficient pleinement et sur un pied d'égalité à la décision, la planification et la mise en oeuvre. Cela signifie que les femmes doivent participer aux processus décisionnels à tous les niveaux. Chaque jour, les femmes réfugiées mettent en cause les coutumes et les traditions qui entravent leur participation à la vie économique, sociale, culturelle et politique afin d'être en mesure de prendre en charge leurs familles. Bien que le déplacement engendre souvent de graves problèmes de protection pour les femmes, il peut également permettre une plus grande participation des femmes au sein de leur propre société.